Dans le contexte morose du système éducatif d'aujourd'hui, le collectif Langevin Wallon souhaite une réelle démocratisation de l'école.

Loin des recettes providentielles, ce livre est nourri par l'expérience professionnelle de ses auteurs, notamment en matière de politique de l'éducation prioritaire, par les données de la recherche et par les acquis des réussites de terrain. Il met ainsi à la disposition des lecteurs une somme importante de connaissances sur cette politique et ouvre la réflexion sur les questions éducatives essentielles pour contrer les inégalités sociales face à l'apprentissage scolaire.

Le collectif Langevin Wallon, convaincu que la grande inégalité scolaire n'est pas une fatalité, fait le pari que l'École est capable de faire réussir les enfants des milieux populaires si la coopération triomphe sur la compétition, si le sens du collectif reprend l'ascendant sur l'individualisme, si l'intérêt général redevient l'alpha et l'oméga de notre démocratie.

Le collectif Langevin Wallon réunit des professionnels ayant travaillé principalement en éducation prioritaire à tous les niveaux de l'institution scolaire. C'est fort de cette expérience qu'il entend défendre une démocratisation sociale et scolaire de l'École.

éditions du croquant

L'éducation prioritaire

Collectif Langevin Wallon

L'éducation prioritaire

une politique féconde pour le système éducatif

Préface de Jean-Paul Delahaye
Postface de Jean-Yves Rochex

OZP 26 mars 2025

Présentation de l'ouvrage

par le collectif Langevin Wallon

Plan de cette présentation

- Le collectif Langevin wallon : qui ? pourquoi un collectif ? pourquoi Langevin Wallon ?
- Les raisons de ce livre et présentation de son organisation
- Quelques idées forces qui y sont défendues pour la démocratisation de l'école :
défendre le service public, promouvoir la constitution de collectifs professionnels, mettre en lumière les savoirs et les recherches mobilisables et aborder la question de la réussite scolaire de tous par une approche systémique
- L'expérience de la refondation ou comment réformer ?
- Exemples de deux thématiques approfondies dans le livre :
 - L'une dont on parle : « la mixité sociale »
 - L'autre dont on ne parle plus : « la question sociale au cœur de la pédagogie »

Le collectif Langevin Wallon

Qui sommes-nous ?

Trois personnes qui, à des titres divers, ont travaillé en éducation prioritaire et pour l'éducation prioritaire tout au long de leurs parcours dans l'éducation nationale, réunies à la direction générale de l'enseignement scolaire lors de la refondation.

Pourquoi un collectif ?

- Parce qu'il ne peut y avoir de réflexion sur l'éducation que collective
- Parce que nous nous inscrivons dans une communauté (praticiens, chercheurs, formateurs, inspecteurs généraux, etc)

Pourquoi ce nom ?

- Parce que le plan Langevin Wallon reste profondément actuel par la démocratisation de l'école qu'il promeut, par sa critique de la conception méritocratique de la réussite.
- Parce qu'inscrire notre travail dans une perspective historique claire, celle issue des travaux clandestins du conseil national de la résistance, est lourd de sens quand les valeurs (solidarité, justice sociale) qu'ils portent et les conquêtes sociales qu'ils ont inspirées sont remises en cause frontalement par le néolibéralisme.

Pourquoi ce livre ?

- Parce que la politique d'éducation prioritaire est finalement mal connue, objet de confusions et d'amalgames préjudiciables,
- Parce qu'elle est la seule politique publique structurée et systémique de lutte contre les inégalités scolaires d'origine sociale,
- Parce que la qualité de ce que cette politique a produit (pratiques, analyses, recherches, etc...) depuis plus de quarante ans doit être connue et reconnue,
- Parce que ce savoir acquis nous permet de définir des orientations sérieuses pour démocratiser l'enseignement loin des recettes simplistes portées par des politiques discontinues,
- Parce qu'il faut défendre sans faiblir une véritable démocratisation de l'école au-delà de l'éducation prioritaire, pour tous les élèves, quel que soit leur lieu de scolarisation.

Organisation d'ensemble

- **Partie I** : rendre compte de la mise en œuvre de cette politique au fil du temps et justifier de sa nécessité par un travail conceptuel et historique,
- **Partie II** : expliciter et justifier les orientations pédagogiques et organisationnelles nécessaires pour une politique solidement mise en œuvre à partir de l'expérience de la refondation de l'éducation prioritaire que nous avons menée (2013-2017),
- **Partie III** : Parce que la question de la démocratisation de l'école ne saurait se résumer à l'éducation prioritaire, ouvrir sur des questions vives posées à l'ensemble du système éducatif, toujours sous le prisme de la question sociale.

Une préface de **Jean-Paul Delahaye**, inspecteur général honoraire, ancien directeur général de l'enseignement scolaire, membre associé du Centre amiénois de recherche en éducation et formation (CAREF), Univ. de Picardie J.Verne.

Une postface de **Jean-Yves Rochex**, professeur émérite de sciences de l'éducation, Laboratoire Escol-Circeft, Université Paris VIII, Saint-Denis.

Quelques idées force de l'ouvrage

1. La **défense du service public**, de l'école pour tous, dans un temps où elle est durement attaquée, y compris en son sein.
2. La conviction que rien n'est possible sans constitution de **collectifs professionnels** éclairés par **des données de recherche appropriées**, par les travaux des inspections générales et par les réussites de terrain ciblées sur l'enjeu de démocratisation scolaire.
3. La certitude que rien d'efficace pour la réussite scolaire de tous ne peut se faire sans une **approche systémique** construite dans la durée.

Défendre le service public

Tous les jours nous montrent comment des mesures insidieuses sont prises qui affaiblissent le service public et dégradent ses conditions d'exercice. C'est patent à l'hôpital, c'est aussi vrai à l'école.

Lutter contre le néolibéralisme est une nécessité pour défendre une école de qualité. Pour cela il faut en repérer les manifestations les plus cachées et en dénoncer les discours et les actes.

C'est la raison pour laquelle nous traitons de questions comme l'orientation et la découverte des métiers, l'innovation et les « bonnes pratiques », les diverses formes de l'idéologie de « l'égalité des chances », la mixité sociale et scolaire, les choix pédagogiques qui imposent la question des « fondamentaux », la compétition au détriment de la coopération ...

Des collectifs professionnels

De la même manière :

Défendre l'idée que les collectifs professionnels, encadrés par l'institution (la loi est essentielle à la notion de service public), doivent pouvoir disposer d'une autonomie relative (qui n'est pas une indépendance car il faut une régulation) leur permettant de s'organiser pour gagner en efficacité collective.

S'opposer à la logique autoritaire descendante actuelle, revendiquer la responsabilité de collectifs professionnels qui prennent en charge l'amélioration de leurs pratiques dans un contexte d'exercice favorable.

Quelles données de recherche ?

On a vu que l'idéologie néolibérale autoritaire qui préside aux gouvernements récents s'appuie uniquement sur les données des sciences cognitives et des neurosciences qui captent beaucoup de crédits de recherche.

Or de nombreuses autres recherches en pédagogie, sciences de l'éducation, psychologie sociale, sociologie... nous en apprennent beaucoup plus sur ce qui se passe dans la classe quand les enseignants enseignent et quand les élèves apprennent.

Ces recherches doivent retrouver toute leur place dans la réflexion et le partage professionnel afin de favoriser des perspectives pertinentes pour améliorer les apprentissages des élèves des milieux populaires.

Systemique : de quoi parle-t-on ?

Quelques exemples :

Comment penser les obstacles rencontrés par les élèves pour apprendre sans penser dans le même temps la formation (initiale et continue) des personnels chargés d'y remédier ?

Comment penser la formation des personnels sans penser la question des conditions de travail et des temps dédiés à cette formation ?

Comment penser la formation sans penser le recrutement et par conséquent la question des salaires ?

Comment penser la question des relations partenariales sans penser le rôle spécifique des enseignants ?

Comment penser les relations aux parents sans penser la place de l'évaluation des élèves dans l'enseignement ?

Comment penser les collectifs professionnels sans penser les modes de pilotage et de régulation du système et des équipes ?

L'expérience de la refondation ou comment réformer ?

Nous nous appuyons sur la refondation de l'éducation prioritaire pour montrer comment la réforme de 2013 à 2017, qui a été reconnue comme positive et plutôt bien acceptée, a permis de dégager des conditions de réussite des changements institutionnels, conditions qui ne sont pratiquement jamais réunies lors des changements imposés par le ministère.

Comment réformer ?

On peut résumer quelques principes :

- Ne pas mépriser l'existant mais s'appuyer sur tout ce qui fonctionne bien dans le système, et pour cela le connaître et le partager.
- Prendre en compte toutes les données disponibles sans faire de nouveaux rapports ou énième état des lieux pour dire ce que l'on sait déjà...
- Avoir un dialogue sincère et permanent avec les organisations syndicales et les partenaires de l'école.
- Concerter largement en amont sur les orientations en appui sur les données de la recherche qui aident à comprendre ce qui fait obstacle aux apprentissages des élèves, notamment ceux issus des milieux populaires.
- Accompagner les mises en œuvre tout au long du processus d'évolution engagé avec un suivi analytique par des experts et en rendre compte auprès des acteurs concernés.

Un premier exemple de réflexion approfondie : Mixité sociale au sein de l'école et au sein des classes

En appui sur les travaux de Ben Ayed, Merle, de nombreux autres sociologues, mais aussi du Cnesco, de la Cour des comptes, de la DEPP... le chapitre (pages 187-210) rappelle qu'il s'agit d'une question politique qui n'a, de fait, commencé à être portée politiquement pour la question scolaire qu'à partir de la loi de 2013 qui l'a inscrite dans le code de l'éducation. Politique légèrement développée en 2016 et 2017 puis abandonnée pendant cinq ans. Bien incertaine aujourd'hui.

Il montre les effets délétères de la politique de laisser faire qui a défendu le dualisme scolaire (privé-public) et la « liberté de choix » et qui a, de fait, produit une ségrégation sociale très forte entre privé et public et entre les établissements publics du fait des politiques urbaines d'abord mais aussi scolaires de choix, d'inscription, de dérogation, d'offre scolaire de formation

...

Un exemple de réflexion approfondie : Mixité sociale au sein de l'école et au sein des classes (2)

On trouve donc d'un côté la ségrégation choisie des plus fortunés et de l'autre la ségrégation subie du plus grand nombre. En lien à cela se développe évidemment une concurrence entre établissements les plus « désirables », concurrence qui est encouragée par une certaine conception de l'évaluation et favorisée par l'assouplissement de la carte scolaire à partir de 2008.

Il est important de voir que l'offre scolaire est très inégalement répartie : 49,3 % des collèges REP+ comprennent une SEGPA contre 21 % hors EP.

L'État se condamne volontairement à l'impuissance vis à vis des forces sociales dominantes. Ce n'est pas une fatalité.

Un exemple de réflexion approfondie : Mixité sociale au sein de l'école et au sein des classes (3)

Au sein des établissements, certains pensent que l'on peut attirer des élèves grâce à des options et composer de fait des classes de niveau qui reconstituent dans l'établissement la ségrégation sociale. Toutes les recherches convergent pour indiquer que c'est une mauvaise politique qui peut même être source de violence au sein de l'établissement.

Un exemple de réflexion approfondie : Mixité sociale au sein de l'école et au sein des classes (4)

Si un gouvernement veut vraiment lutter pour la mixité sociale : que faire pour développer une politique d'ensemble cohérente, systémique et juridiquement forte ?

- D'abord lutter contre la source économique des inégalités.
- Ensuite lutter contre les ghettos sociaux, c'est-à-dire faire appliquer la loi (loi SRU, politique de la ville).

mais aussi :

- Lutter contre le dualisme scolaire privé/public et notamment revenir sur l'ouverture des moyens de l'EP à l'enseignement privé qui n'en a les caractéristiques ni sociales ni scolaires .
- Lutter contre la facilité du choix pour les plus riches en réajustant les cartes scolaires, la possibilité des dérogations et la répartition des options.
- Enfin, porter une conception pédagogique de l'hétérogénéité scolaire qui ne repose pas sur les orientations précoces, ni sur la médicalisation des difficultés d'apprentissage, mais favorise la mixité sociale inter établissements et intra établissements.

Un second exemple de réflexion approfondie : La question sociale au cœur de l'école

Cette question a disparu des propos ministériels. Au profit de propos généraux sur l'apprentissage (approche neuroscientifique, compétences psycho-sociales, empathie, bien-être,...) ou d'analyses favorisant la surmédicalisation des difficultés (dysfonctionnements).

L'ouvrage dans de nombreux chapitres revient sur la compréhension par les élèves de l'école, du travail demandé, des tâches scolaires, des objectifs poursuivis, sur les malentendus quotidiennement à l'œuvre, leurs analyses, la manière de les dépasser.

Sur ce que l'école fait aux élèves et aux parents de milieux populaires. Sur ce que demande l'accompagnement de la scolarité d'un enfant, sur ce que réussir à l'école implique pour un élève, sur les dynamiques familiales.

L'ouvrage met la question sociale au cœur de sa réflexion car elle est LE cœur de la question posée au système éducatif, rappelée systématiquement lors des évaluations internationales.

La question sociale au cœur de l'école et de la classe et au fil de l'ouvrage

En explicitant les différentes idéologies qui traversent la politique de l'éducation prioritaire.

En citant les travaux de recherche pertinents pour l'objectif de démocratisation.

En explorant ce que « fondamentaux » veut dire.

En détaillant ce qu'il faut comprendre par explicitation de l'enseignement.

En s'interrogeant sur la complémentarité utile avec les partenariats sur le terrain.

En revisitant la relation à construire avec les parents de milieu populaire.

En éclairant l'enjeu de l'accompagnement du travail personnel.

En explorant comment l'observation des élèves, le travail collectif des enseignants peuvent se saisir de cette question de l'interaction entre pratiques enseignantes et rapport aux savoirs et aux apprentissages des élèves...

Le collectif Langevin Wallon a déjà publié les tribunes suivantes :

- Ecole : pour en finir avec une politique qui « donne un air de justice à l'inégalité » (Alain) *sur AOC*
- De la liquidation du programme du Conseil national de la résistance : le cas du droit à l'éducation et à la culture pour tous *sur Touteduc.*
- Nostalgie, bon sens et pragmatisme, les nouveaux habits de la lutte des classes à l'école *sur le café pédagogique*
- Territorialisation de l'éducation et inégalités : un jeu de dupes *sur le café pédagogique*
- De la mauvaise foi de l'enseignement privé catholique *sur AOC.*
- Le séparatisme scolaire contre l'hétérogénéité : un choix politique *dans la revue Regards croisés n° 50*
- Face à un pouvoir bien peu légitime, l'école doit résister *sur le café pédagogique*
- « Il faut dans l'éducation fuir l'à-peu-près » (Marc Bloch) *sur le café pédagogique*